

Rubrique: Autorités et droits politiques
Sous-rubrique: Décision
Date de publication: KABVS 22.04.2026
Visible par le public jusqu'au: 22.04.2028
Numéro de publication: RE-VS15-0000001511

Entité de publication

Canton du Valais - Service de protection des travailleurs et des relations du travail, Kanton Wallis - Dienststelle für Arbeitnehmerschutz und Arbeitsverhältnisse, Rue des Cèdres 5, 1950 Sion

Décision – Arrêté modifiant les arrêtés du Conseil d'Etat du canton du Valais étendant le champ d'application de la convention collective de travail des métiers de l'électricité du canton du Valais

Titre de la décision

Arrêté modifiant les arrêtés du Conseil d'Etat du canton du Valais étendant le champ d'application de la convention collective de travail des métiers de l'électricité du canton du Valais

Texte de la décision

Par arrêté du 25 mars 2026, le Conseil d'Etat du canton du Valais a modifié ses arrêtés étendant le champ d'application de la convention collective de travail des métiers de l'électricité du canton du Valais, avec effet jusqu'au 31 mai 2027.

Entité de décision

Conseil d'Etat

Point de contact

Canton du Valais
Service de protection des travailleurs et des relations du travail
Rue des Cèdres 5
1950 Sion

Arrêté modifiant les arrêtés du Conseil d'Etat du canton du Valais étendant le champ d'application de la convention collective de travail des métiers de l'électricité du canton du Valais

du 25.03.2026

Actes législatifs concernés par ce projet (RS numéros)

Nouveau: -
Modifié: -
Abrogé: -

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu l'article 7 alinéa 2 de la loi fédérale permettant d'étendre le champ d'application de la convention collective de travail du 28 septembre 1956;

vu l'article 30 de la loi cantonale sur le travail du 12 mai 2016 (LcTr);

vu la requête d'extension présentée par les associations suivantes:

- l'association valaisanne des installateurs-électriciens (EIT.valais), d'une part et
- les Syndicats Chrétiens Interprofessionnels du Valais (SCIV),
- le Syndicat UNIA ainsi que
- le Syndicat SYNA d'autre part;

vu la publication de la requête d'extension dans le Bulletin officiel du canton du Valais numéro RE-VS35-0000001162 du 2 février 2026, signalée dans la Feuille officielle suisse du commerce numéro AB04-0000001814 du 4 février 2026;

considérant qu'aucune opposition n'a été formulée;

sur la proposition du département en charge des affaires sociales,

arrête:

I.

L'acte législatif intitulé Arrêté modifiant les arrêtés du Conseil d'Etat du canton du Valais étendant le champ d'application de la convention collective de travail des métiers de l'électricité du canton du Valais est publié en tant que nouvel acte législatif.

Art. 1

¹ Les arrêtés du Conseil d'Etat des 11 mars 2009, 26 août 2009, 28 avril 2010, 2 mars 2011, 4 avril 2012, 5 mars 2014, 12 août 2015, 25 mai 2016, 26 avril 2017, 17 avril 2019, 21 juin 2023, 20 mars 2024 et du 2 avril 2025 étendant le champ d'application de la convention collective de travail des métiers de l'électricité du canton du Valais sont modifiés.

² Le champ d'application des clauses, reproduites en annexe et qui modifient la convention collective de travail susmentionnée, est étendu à l'exception de celles figurant en caractère normal.

Art. 2

¹ La décision d'extension s'appliquera, sur tout le territoire du canton du Valais à tous les employeurs (entreprises ou parties d'entreprises) et leurs travailleurs à titre stable ou occasionnel, quel que soit le mode de rémunération, effectuant des installations électriques et/ou techniques de télécommunication/de communication et/ou d'autres installations qui sont assujetties à la loi sur les installations électriques ainsi qu'à l'ordonnance sur les installations à basse tension, et/ou les activités suivantes, liées aux installations électriques: tirages de câbles électriques ou fibres de verre, montages de supports de câbles, travaux de gainage, conduites pneumatiques et hydrauliques dans le domaine MCR, installations de TED, IT et fibres de verre, fabrication de tableaux électriques, et partie électrique d'installations photovoltaïques jusqu'au point d'injection à basse tension, à l'exclusion des membres de la famille du propriétaire de l'entreprise, du personnel administratif, des apprentis au sens de la loi fédérale sur la formation professionnelle, du personnel technique ainsi que des cadres supérieurs titulaires d'une maîtrise fédérale ou d'un diplôme d'ingénieur ainsi que des titulaires d'un brevet fédéral à condition que ces derniers exercent une fonction dirigeante.

Art. 3

¹ Les dispositions étendues de la convention relatives aux conditions minimales de travail et de salaire, au sens de l'article 2 alinéa 1 de la loi fédérale sur les travailleurs détachés (LDét) et des articles 1 et 2 de son ordonnance (Odét), sont également applicables aux employeurs ayant leur siège en Suisse, mais à l'extérieur du canton de Valais, ainsi qu'à leurs employé(e)s, pour autant qu'ils exécutent un travail dans le canton du Valais. La commission paritaire de la convention est compétente pour effectuer le contrôle de ces dispositions étendues.

Art. 4

¹ Les employeurs qui ont accordé à leurs travailleurs depuis le 1^{er} janvier 2026 une augmentation générale des salaires, peuvent en tenir compte dans l'augmentation générale des salaires selon l'article 2 de la convention sur les salaires de la convention collective de travail des métiers de l'électricité du canton du Valais.

Art. 5

¹ Chaque année, les comptes relatifs aux caisses ou à la contribution professionnelle, pour autant qu'étendues, seront soumis au Service de protection des travailleurs et des relations du travail. Ces comptes seront complétés par le rapport d'une institution de révision reconnue. Le service précité peut, en outre, requérir la consultation d'autres pièces et demander des renseignements complémentaires.

Art. 6

¹ Le Conseil d'Etat prend acte de l'absence d'opposition.

Art. 7

¹ Les frais de procédure sont à la charge des parties contractantes, qui en répondent solidairement.

II.

Aucune modification d'autres actes.

III.

Aucune abrogation d'autres actes.

IV.

Le présent arrêté, approuvé par l'autorité fédérale, entre en vigueur le 1^{er} du mois qui suit sa publication dans le Bulletin officiel du canton du Valais et prend effet jusqu'au 31 mai 2027. ¹⁾

Sion, le 25 mars 2026

Le président du Conseil d'Etat: Mathias Reynard
La chancelière d'Etat: Monique Albrecht

¹⁾ Approuvé par le Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR) le 13 avril 2026 et publié dans le Bulletin officiel du canton du Valais du 22 avril 2026.

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DES MÉTIERS DE L'ÉLECTRICITÉ DU CANTON DU VALAIS

conclue entre

EIT.valais

d'une part, et

LES SYNDICATS SCIV-SYNA

LE SYNDICAT UNIA

d'autre part

Modifications

CONVENTION SUR LES SALAIRES

En application de l'article 17 de la convention collective de travail des métiers de l'électricité du canton du Valais (ci-après CCT), les parties contractantes ont convenu des dispositions suivantes :

I. SALAIRES

Art. 2 al. 1

Salaires réels (salaires effectifs) 2026

- 1. Les salaires réels des travailleurs sont augmentés de 27.00 CHF par mois (soit 15 centimes par heure) pour un emploi à plein temps à compter du 1^{er} janvier 2026.**

II. DISPOSITIONS FINALES

Art. 8 al. 1

Durée

1. La présente convention est valable jusqu'au 31 mai 2027. Les présentes modifications entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2026.

Art. 9 al. 1

Résiliation

1. Les partenaires contractants peuvent, par lettre recommandée, résilier la présente convention sur les salaires au moins trois mois avant le 31 décembre de chaque année, la première fois le 30 septembre 2026.

Sion, le 24 novembre 2025

**Beschluss
auf Änderung der Beschlüsse des Walliser
Staatsrates zur
Allgemeinverbindlicherklärung des
Gesamtarbeitsvertrages für das
Elektrogewerbe des Kantons Wallis**

vom 25.03.2026

Von diesem Geschäft tangierte Erlasse (SGS Nummern)

Neu: -
Geändert: -
Aufgehoben: -

Der Staatsrat des Kantons Wallis

eingesehen Artikel 7 Absatz 2 des Bundesgesetzes über die Allgemeinverbindlicherklärung von Gesamtarbeitsverträgen vom 28. September 1956;

eingesehen Artikel 30 des Kantonalen Arbeitsgesetzes vom 12. Mai 2016 (kArG);

eingesehen den Antrag auf Allgemeinverbindlicherklärung folgender Verbände:

- der Walliser Verband der Elektro-Installationsfirmen (EIT.valais) einerseits und
- die Interprofessionelle Christliche Gewerkschaft Wallis (SCIV),
- die Gewerkschaft UNIA sowie
- die Gewerkschaft SYNA andererseits;

eingesehen die Veröffentlichung des Antrages auf Allgemeinverbindlicherklärung im Amtsblatt des Kantons Wallis Nummer RE-VS35-0000001162 vom 2. Februar 2026, angezeigt im Schweizerischen Handelsamtsblatt Nummer AB04-0000001815 vom 4. Februar 2026;

erwägend, dass gegen diesen Antrag keine Einsprachen erhoben wurden; auf Antrag des für das Sozialwesen zuständigen Departements,

beschliesst:

I.

Der Erlass Beschluss auf Änderung der Beschlüsse des Walliser Staatsrates zur Allgemeinverbindlicherklärung des Gesamtarbeitsvertrages für das Elektrogewerbe des Kantons Wallis wird als neuer Erlass publiziert.

Art. 1

¹ Die Beschlüsse des Staatsrats vom 11. März 2009, 26. August 2009, 28. April 2010, 2. März 2011, 4. April 2012, 5. März 2014, 12. August 2015, 25. Mai 2016, 26. April 2017, 17. April 2019, 21. Juni 2023, 20. März 2024 und 2. April 2025 über die Allgemeinverbindlicherklärung des Gesamtarbeitsvertrages für das Elektrogewerbe des Kantons Wallis werden geändert.

² Die in der Beilage wiedergegebenen Bestimmungen, die den oben erwähnten Gesamtarbeitsvertrag ändern, werden allgemeinverbindlich erklärt, mit Ausnahme jener, welche normal gedruckt sind.

Art. 2

¹ Die Allgemeinverbindlicherklärung gilt für das gesamte Gebiet des Kantons Wallis und unmittelbar für alle Arbeitgeber (Betriebe oder Betriebsteile) und ihre Arbeitnehmer, ungeachtet der Art ihrer Anstellung oder Entlöhnung, die elektrische und/oder fernmelde-/kommunikationstechnische Anlagen installieren und/oder andere Installationen ausführen, die dem Elektrizitätsgesetz sowie der Niederspannungs Installationsverordnung unterstellt sind und/oder die nachstehenden Tätigkeiten ausführen, welche mit elektrischen Installationen im Zusammenhang stehen: Einzug elektrischer Kabel oder Glasfasern, Trassemontagen, Schlitzarbeiten, pneumatische und hydraulische Leitungen im MSR-Bereich, EDV-, IT- und Glasfaserinstallationen, Bau von Schaltanlagen, und elektrischer Teil von Photovoltaikanlagen bis zum Niederspannungs-Einspeisepunkt. Ausgenommen sind: Familienangehörige des Betriebsinhabers, das kaufmännische und technische Personal, die Lehrlinge im Sinne des Bundesgesetzes über die Berufsbildung, die höheren Kaderpersonen im Besitze eines Meistertitels oder eines Ingenieurdiploms sowie Inhaber eines eidgenössischen Diploms, die eine leitende Funktion ausüben.

Art. 3

¹ Die allgemeinverbindlich erklärten Bestimmungen des GAV über die minimalen Arbeits- und Lohnbedingungen im Sinne von Artikel 2 Absatz 1 des Bundesgesetzes über die in die Schweiz entsandten Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer (EntsG) und Artikel 1 und 2 der dazugehörigen Verordnung (EntsV) sind ebenfalls anwendbar auf Arbeitgeber mit Sitz in der Schweiz, aber ausserhalb des Kantons Wallis sowie deren Arbeitnehmer, sofern sie Arbeiten im Kanton Wallis ausführen. Die paritätische Kommission des GAV ist zuständig für die Überwachung der Anwendung der allgemeinverbindlich erklärten Bestimmungen.

Art. 4

¹ Arbeitgeber, die seit dem 1. Januar 2026 ihren Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmern eine generelle Lohnerhöhung gewährt haben, können diese an die generelle Lohnerhöhung nach Artikel 2 des Lohnabkommens des Gesamtarbeitsvertrages für das Elektrogewerbe des Kantons Wallis anrechnen.

Art. 5

¹ Die Abrechnungen der Kassen oder des Berufsbeitrages sind jährlich, insofern die Allgemeinverbindlichkeit besteht, der Dienststelle für Arbeitnehmerschutz und Arbeitsverhältnisse zu unterbreiten. Diese Abrechnungen sind zusammen mit einem von einer anerkannten Revisionsstelle erstellten Bericht einzureichen. Die vorgenannte Dienststelle kann zudem die Einsicht weiterer Belege und zusätzliche Auskünfte verlangen.

Art. 6

¹ Der Staatsrat stellt fest, dass es keine Einsprache gibt.

Art. 7

¹ Die Kosten des Verfahrens werden von den Vertragsparteien getragen, die dafür solidarisch haften.

II.

Keine Fremdänderungen.

III.

Keine Fremdaufhebungen.

IV.

Dieser Beschluss, eidgenössisch genehmigt, tritt am ersten Tag des Monats nach seiner Veröffentlichung im Amtsblatt des Kantons Wallis in Kraft, mit Wirkung bis zum 31. Mai 2027. ¹⁾

Sitten, den 25. März 2026

Der Präsident des Staatsrates: Mathias Reynard
Die Staatskanzlerin: Monique Albrecht

¹⁾ Genehmigt durch das Eidgenössische Departement für Wirtschaft, Bildung und Forschung (WBF) am 13. April 2026, und veröffentlicht im Amtsblatt des Kantons Wallis vom 22. April 2026.

GESAMTARBEITSVERTRAG FÜR DAS ELEKTROGEWERBE DES KANTONS WALLIS

zwischen

EIT.valais

einerseits und

DEN GEWERKSCHAFTEN SCIV-SYNA

DER GEWERKSCHAFT UNIA

andererseits

Änderungen

LOHNABKOMMEN

In Anwendung von Art. 17 des Gesamtarbeitsvertrages für das Elektrogewerbe des Kantons Wallis (nachstehend GAV) sind die vertragschliessenden Parteien über nachfolgende Bestimmungen übereingekommen:

I. LÖHNE

Art. 2 Abs. 1

Effektivlöhne 2026

- 1. Den Arbeitnehmern wird per 1. Januar 2026 eine Erhöhung des Effektivlohnes von 27,00 CHF monatlich (0.15 CHF pro Stunde) für eine Vollzeitstelle gewährt.**

II. SCHLUSSBESTIMMUNGEN

Art. 8 Abs. 1

Dauer

1. Dieses Lohnabkommen ist bis 31. Mai 2027 gültig. Diese Änderungen treten am 1. Januar 2026 in Kraft.

Art. 9 Abs. 1

Kündigung

1. Jede Vertragspartei kann dieses Lohnabkommen per eingeschriebenen Brief und unter Einhaltung einer Kündigungsfrist von 3 Monaten auf den 31. Dezember eines jeden Jahres kündigen, erstmals am 30. September 2026.

Sitten, 24. November 2025